

Amélie Forget

Université du Québec à Montréal

**Stratégie anti-insurrectionnelle et terrorisme de guérilla :  
le virage normatif de la position canadienne en Afghanistan**

11<sup>e</sup> symposium annuel des étudiants diplômés de l'Institut de la Conférence des  
Associations de la Défense - «Les intérêts canadiens en matière de sécurité»

Kingston, le 31 octobre 2008

## 1. La mission afghane : une guerre atypique

La guerre d'Afghanistan ne répond que très peu aux références normalement utilisées dans la doctrine anti-insurrectionnelle traditionnelle (Travers, 2005). *A priori*, l'anti-insurrection regroupe l'expertise et l'organisation nécessaires pour mater les rébellions internes. Les subtilités cognitives et la parfaite maîtrise du contexte physique et matériel sont des acquis essentiels à l'atteinte des objectifs de la contre-insurrection. Or, le conflit afghan sort des cadres opérationnels connus en fonction d'au moins trois facteurs.

Premièrement, le terrorisme de guérilla tel que mené par les talibans brouille la définition de l'ennemi. Nous entendons par terrorisme de guérilla «l'action militaire de partisans dans un contexte strictement militaire ou dans un processus révolutionnaire», qui sert à impressionner et à déstabiliser l'adversaire et parfois aussi comme moyen de propagande (Baud, 2005). Les talibans et Al-Qaïda ne constituent pas une entité physiquement identifiable. Formés d'insurgés civils, les groupes rebelles se fondent parmi la population non combattante, confondant du coup les frontières entre l'ami et l'ennemi. L'insurgé peut également provenir de l'extérieur de l'Afghanistan et s'engager dans l'insurrection pour une multitude de motivations divergentes : par croyance religieuse, en réprobation au gouvernement ou simplement comme moyen de subsistance (Sky, 2007). Comme le combattant et le civil partagent le même territoire et de nombreuses caractéristiques et que la notion même de l'insurgé fluctue selon une multitude de facteurs, l'Ami et l'Ennemi sont emmêlés. Cela pose bien évidemment des problèmes tactiques dans la mesure où chaque civil devient une menace potentielle pour les militaires, qui doivent pourtant les protéger. Il s'agit d'une première confusion conceptuelle.

En fait, l'objectif même de la mission des Forces canadiennes en Afghanistan pose problème. Le but premier du mandat de la FIAS (Force internationale d'assistance à la sécurité) vise principalement à sécuriser et à stabiliser le territoire afin de permettre aux autorités locales d'assurer la reconstruction et la prise en charge de leur pays. Cependant, elle mène parallèlement des missions de reconstruction nationale et un programme de désarmement, démobilisation et réinsertion (Site officiel de l'OTAN, 2008). De ce fait, elle livre à la fois des combats et une répression armée tout en s'occupant de questions humanitaires. D'un côté, les opérations de sécurisation par la voie des armes plus traditionnelles supposent l'utilisation de méthodes tactiques de base issues d'une même culture militaire, orientées sur la surprise et une certaine furtivité dans l'action, sans contact direct avec les civils alors que la reconstruction et la stabilisation de l'État exigent la coordination entre troupes étrangères, de travailler avec des ennemis potentiels sis au sein de la population, une nécessité de transparence, un travail étroit avec les organisations civiles et des moyens de persuasion pacifiques (Rubinstein, 2005). Il y a donc un antagonisme entre l'engagement général et les moyens d'applications réels et tactiques de la mission, les militaires devant mener à la fois des combats impliquant des civils et des activités «bienveillantes». Il s'agit d'une deuxième confusion conceptuelle.

Troisièmement, le contexte sociopolitique et économique complexe de l'Afghanistan rend très ardue l'application de l'expertise anti-insurrectionnelle occidentale. La contre-insurrection classique met beaucoup d'emphase sur les opérations

de légitimation auprès des populations civiles, notamment par le concours des opérations psychologiques. Or, la légitimation fondée sur une vision libérale de l'État moderne, tel que menée par la FIAS dans un pays fragilisé par des années de guerre et de violence politique, caractérisé par une économie légale quasi inexistante, peu de ferveur nationaliste et l'absence d'institutions gouvernementales tangibles et responsables, risque de rater sa cible (Sorensen, 2007). Elle ne tient pas nécessairement compte des autres formes d'organisations de pouvoirs, ni de la place et de la définition de certains éléments fondamentaux de la société afghane : la tribu, le seigneur de guerre, la justice réparatrice, etc. Initialement, les éléments de la matrice de la guerre anti-insurrectionnelle en Afghanistan tendent beaucoup plus à autolégitimer le cadre opérationnel occidental plutôt qu'à s'adapter à la réalité telle que vécue par les Afghans eux-mêmes (Jabri, 2006). Ils n'offrent qu'un aperçu de l'incapacité de la lutte au terrorisme de guérilla à instaurer clairement le sujet de ce conflit, de l'incapacité de rejoindre systématiquement la conceptualisation de l'Autre.

Nous nous retrouvons devant une complexification du rapport à l'Ami et à l'Ennemi, une complexification du commandement et une complexification du processus de légitimation.

Ces limites cognitives imposent au moins deux conséquences stratégiques. D'abord, l'expérience des unités impliquées dans la contre-insurrection se résume à une série d'apprentissages sur le terrain par essais et erreurs, révélant un désavantage stratégique important au niveau du temps, des moyens et des ressources nécessaires au bon fonctionnement des opérations. Deuxièmement, l'incapacité de définir clairement le sujet et l'objet de la mission oblige les stratèges militaires à gérer l'incertitude plutôt que le risque.

La gestion de risque implique l'établissement de scénarios probables de menace et la planification des réponses à ces atteintes potentielles (Fitzsimmons, 2006-2007). Or, le contexte que nous avons brièvement défini est d'une complexité telle qu'il est extrêmement difficile, voir impossible de mener en temps de guerre des études suffisamment étayées pour établir de tels scénarios avec efficacité. Au contraire, l'intégration de la variable inconnue dans la stratégie semble plus près des conditions opérationnelles. Mais comment la gérer de façon utile, de façon constructive plutôt que (dé)constructive?

## 2. Pertinence et utilité du cadre d'analyse constructiviste critique

Une lecture constructiviste critique permet de constater que l'évolution de la doctrine anti-insurrectionnelle canadienne tend vers une reconceptualisation du lien entretenu avec le civil, révélant un certain virage normatif.

D'abord, pourquoi s'intéresser à normativité? La normativité se définit comme «les normes, jugements de valeurs ou présupposés sous-jacents, souvent implicites et parfois non reconnus [...] qui accompagnent toute approche théorique» (Macleod et O'Meara, 2007). La normativité oriente aussi notre façon de voir le monde, nos actes et la façon dont nous menons nos actes. Ainsi, l'étude de l'évolution normative de la doctrine anti-insurrectionnelle canadienne permettrait-elle d'apprécier les valeurs explicites et implicites de la pratique militaire et sécuritaire en Afghanistan.

Une lecture de deuxième niveau saurait également mesurer l'impact de cette nouvelle approche normative sur la constitution du lien entre le militaire et le civil sur le terrain, qui reproduit à grande échelle, influence positivement ou négativement le cours de l'insurrection. À la lumière des revendications et des motifs invoquées par les talibans et de l'islamisme radical, il est en effet possible de considérer d'abord la lutte anti-insurrectionnelle afghane comme une lutte de représentations, une lutte d'idées qui se prolonge dans sa quête de légitimité en affrontement entre la guérilla armée et le gouvernement. La représentation devient à la fois le moteur et le vecteur de la mobilisation des insurgés. Les effets de la pratique des militaires sur la population est donc inhérente à la capacité des insurgés de recruter et à la capacité des alliés de s'assurer l'allégeance et la collaboration des civils sans les aliéner.

Ceci dit, l'approche constructiviste critique en études de sécurité s'intéresse, justement, au processus de constitution sociale qui crée la menace dans l'espace collectif.

Elle offre une flexibilité analytique puisque les référents de la stratégie peuvent constamment changer de définition sans jamais compromettre l'intégralité de la structure de l'analyse, un avantage considérable dans la mesure où chaque mission anti-insurrectionnelle intervient dans des contextes différents.

Retenons également que la sécurité n'est pas un référent absolu mais qualitatif (McSweeney, 1999). Ontologiquement, une menace s'impose lorsqu'elle vient troubler la routine, l'ordre des choses dans lequel nous menons nos activités quotidiennes. L'arrivée de l'Inconnu, ou de l'Autre, vient compromettre cette routine, ce qui nous déstabilise (*idem*). Le même processus se répète à l'échelle sociale. Nous rencontrons à tous les jours une multitude de menaces potentielles et c'est la façon dont nous les évaluons qui les constituent en menaces réelles. La sécurité ontologique découle donc directement de la façon donc est construite et institutionnalisée collectivement notre rapport à l'Autre.

La perception d'une telle menace se crée à la fois par le discours et par des facteurs matériels (Weldes, 1996). La sécurité se cristallise dans un groupe social par le processus suivant :

- i. Les individus s'associent à une identité
- ii. Il y a inscription de cette identité comme ayant une stabilité historique et temporelle
- iii. Les sujets de sécurité sont circonscrits dans un espace particulier
- iv. Le danger est nommé et la menace identifiée
- v. Cela crée une frontière entre le Nous, sécuritaire mais menacé par l'extérieur et l'Autre.
- vi. Le discours sécuritaire nous assure que l'ordre est ré-établi
- vii. Le discours sécuritaire légitimise la prise de moyens particuliers afin d'éviter une autre atteinte à la sécurité

(Stern, 2006)

En suivant ce modèle, il est possible d'identifier les menaces pressenties par un groupe social vis-à-vis un autre groupe social (peu importe lequel : tribu, villageois, militaires, radicaux, poche d'insurgés...) ainsi que la réponse légitime convenue à employer identifiée par ce même groupe. Le constructivisme critique permet par l'étude

de procédés sociaux à démêler certaines de ces narrations et donc, les lieux de menaces potentiels.

Aussi, ce cadre théorique permet d'identifier les bases partagées sur lesquelles il est possible d'engager un dialogue global pour constituer un projet social afghan, d'évaluer le processus du rapport d'altérité entre les militaires, les civils et les insurgés dans une optique sécuritaire et ainsi, d'établir les moyens d'intervenir dans ce discours afin de noyer la représentation de menace en circulation avant qu'elle ne parvienne à des réactions et des moyens violents. .

### 3. Du virage opérationnel au virage normatif? Pistes de recherche préliminaires

Une étude préliminaire semble indiquer que l'évolution de la doctrine anti-insurrectionnelle canadienne suit très bien ce schéma.

Les stratèges américains et canadiens ont en effet relevé les facteurs atypiques du conflit afghan précédemment énoncés. Comme nous l'avons souligné, la norme démocratique tel qu'institutionnalisée en Occident ne circule dans cette région que depuis peu et les Afghans ont adopté depuis toujours différents moyens de régler et d'organiser leurs relations sociales, que ce soit par l'intérim de l'Islam ou d'accords intertribaux. De ce fait, l'institution d'un État central afghan est possible mais doit impérativement tenir compte des besoins et des valeurs des groupes sociaux qui la composent pour maintenir sa légitimité. Or, l'étranger a en effet, comme dans tout État moderne, peu de place dans l'organisation politique légitime.

La majorité d'entre eux ont convenu de la difficulté accrue d'assurer la stabilité du pouvoir politique en Afghanistan étant donné sa composition ethnique complexe. Ces groupes ethniques sont eux-mêmes divisées en clans tribaux, menés par des chefs de guerre aux motivations diverses et faisant leur propre loi, sans oublier les conflits entre opposants sunnites, chiites et d'autres ascendances religieuses.

Stratégiquement, une distinction s'impose également entre une occupation et une entreprise de construction nationale dans les lignes directrices de la stratégie militaire interarmées: la première suppose l'usage de la force, la seconde une collaboration avec la société civile pour institutionnaliser leur propre pays (Dreyer, 2006). La qualité de l'interaction entre les civils et les militaires est donc tributaire du succès de l'opération (Poulin, 2005). Dans la mesure où la présence et les actions de la Coalition et des États-Unis s'intègrent dans tout un système de symbolisme culturel propre au contexte social afghan, il semble tout aussi important d'intégrer ce système de symboles au cadre même de la mission (Rubinstein, 2005).

Par ailleurs, l'échec de la contre-insurrection kinétique et technologique, qui promettait une guerre rapide et efficace grâce à des armes et des systèmes de surveillance sophistiqués, ont corroboré la thèse du rapprochement direct. Il semble que connaître l'ennemi afghan implique d'être en contact étroit avec les insurgés dans leur propre milieu et s'il a lieu, lors de combats rapprochés (McFate, 2005 et McMaster, 2008). Le renseignement devient presque la seule garantie de succès de la mission dans une guerre asymétrique, où le savoir-faire opérationnel ne sert essentiellement que sur le terrain (Travers, 2005). Comme il s'agit d'objectifs à long terme, il est impératif d'impliquer activement le pouvoir politique et la société civile dans ce projet pour qu'il puisse s'avérer. La participation civile est donc essentielle à sa propre prise en charge, non

seulement pour satisfaire les objectifs des alliés de la FIAS mais pour la pérennité de ses propres projets sociaux.

La première innovation doctrinale relevée est, à la base, l'intégration des unités de renseignements aux unités d'opérations directes. Cette intégration constitue par ailleurs un défi organisationnel important pour l'armée et se poursuit encore formellement et informellement à ce jour.

La deuxième innovation consiste à offrir une plus grande ouverture à la sociologie et à l'anthropologie dans les analyses militaires. La nature identitaire et représentationnelle du conflit exige un effort de conciliation intellectuelle entre la pensée militaire classique et les sciences sociales. Il se peut que certaines valeurs chères à la culture occidentale se voient adaptées au contexte afghan, exigeant une grande ouverture d'esprit et une attention particulière à la réalité des locaux. Comme chaque mission s'exerce dans un contexte différent, certains stratèges proposent même une doctrine anti-insurrectionnelle postmoderne, c'est-à-dire flexible et prête à s'adapter à différents modèles politiques et socioculturels (Kiszely, 2007).

Ce virage culturel de la doctrine militaire est modulé par différents positionnements éthiques. Chercher le support de la population peut se faire par différents moyens, qui ne sont pas nécessairement pratiqués pour le bien général de la société en question mais plutôt en fonction d'intérêts militaires étrangers.

Cependant, plusieurs éléments témoignent d'un certain virage normatif, qui se distingue des opérations directes létales ou furtives. Une étude des différentes unités d'opérations psychologiques en fonction en Afghanistan, que ce soit celles américaines, canadiennes, allemandes ou néo-zélandaises, a révélé un trait commun à chacune des organisations : leur comportement pacifique (Lopez, 2007). Issus notamment des milieux de la psychologie, des communications et de la science politique, les militaires canadiens des opérations psychologiques sont généralement très scolarisés, parlent plusieurs langues et possèdent tous une curiosité intellectuelle, bref, une ouverture d'esprit (Maj. Mainville, cité par Davis, 2005).

De plus, une certaine tendance commence à s'inscrire dans la littérature spécialisée en affaires militaires concernant une reconceptualisation de la doctrine anti-insurrectionnelle en vertu du rapport d'altérité entretenu entre les militaires et les populations civiles. Plusieurs auteurs revendiquent une refonte des bases normatives sur lesquelles reposent les directives des unités d'information et constatent avec optimisme l'intérêt porté à des recours non létaux, privilégiant l'émancipation des populations civiles comme objectif stratégique, en travaillant davantage sur l'échange et la collaboration plutôt que sur l'imposition. Cette tendance s'avère beaucoup plus productive. Nous citerons à cet égard French (2007), Baud (2005), Duncan (2006), Corum (2007), McFate (2005), McMaster (2008), Stevenson (2006) et Sky (2007). En considérant que le renseignement doit «avoir des sources fondées sur des rapports de confiance, de fiabilité et de réciprocité» (Longhurst, 2006), ces auteurs s'accordent pour faire de la dimension humaine un impératif stratégique.

Des entrevues menées auprès d'officiers des opérations psychologiques canadiennes ont révélé une transition de la conceptualisation du civil afghan, passant d'«un ennemi potentiel, à un obstacle, à un allié potentiel», de la capacité de «soutenir» plutôt que d'«imposer» les projets des villageois dans la cadre de la reconstruction nationale, etc., appuyant la thèse du virage normatif (Gauthier, 2008).

Par contre, le tournant vers un réel projet émancipateur se bute à une pléthore de considérations conflictuelles entre les motivations, l'éthique et la pratique, s'immisçant dans le débat sur la non-intervention et sur la violence politique en relations internationales. Une véritable révolution paradigmatique impliquerait à cet égard un détachement du mythe des armes technologiques et retrouver des habiletés de contacts directs avec les combattants. Or, cela implique également un certain abandon au risque engendré par une telle proximité. Ce risque accru peut être pallié par une meilleure coopération interdépartementale sur le terrain et une meilleure expertise de lutte anti-insurrectionnelle. Il n'est guère étonnant qu'en dépit des besoins essentiels de légitimité sur le terrain auprès de civils, les stratèges n'aient pas abandonné la coercition. En travaillant avec les locaux, les militaires trempent en plein milieu insurgé et doivent se parer à confronter l'ennemi à tout instant.

En conclusion, il est possible d'extraire des ces résultats préliminaires plusieurs pistes de recherche répondant aux besoins contemporains en matière de stratégie militaire, en études de sécurité et, de façon plus large, en relations internationales.

Il y a d'abord l'évaluation systématique de tout le potentiel de contribution d'analyses procédurales à la stratégie anti-insurrectionnelle et aux unités de renseignement. L'opérationnalisation du constructivisme critique constitue à cet égard un programme de recherche complétant les bases théoriques actuellement disponibles en études stratégiques.

De façon plus concrète, il serait fort intéressant de mesurer les incidences du virage normatif évoqué au cours de cette présentation sur le cours de la mission canadienne en Afghanistan ainsi que sur la doctrine à long terme.

## BIBLIOGRAPHIE

- Baud, Jacques. 2005. *Le Renseignement et la lutte contre le terrorisme : Stratégies et perspectives internationales*. Panazol : Lavauzelle, 413 p.
- Corum, James S. 2007. «Rethinking US Army Counter-insurgency Doctrine». *Contemporary Security Studies*, vol.28, no 1, p.127-142.
- Davis, Kristina. 2005. «Psychological operations: The battlefield's human dimension». *The Maple Leaf*, le 24 août 2005, p.2.
- Dreyer, Vincent M. 2006. «Retooling the Nation-building in Afghanistan». *USAWC Strategy Research Project*. Carlisle (Pennsylvanie) : U.S. Army War College, 24 p.
- Duncan, Andrew J. 2006. «From ethos to culture: shaping the future of army intelligence». *The Canadian Army Journal*, vol.9, no 3, p. 41 et suiv.
- Fitzsimmons, Michael. 2006. «The Problem of Uncertainty in Strategic Planning». *Survival : Global Politics and Strategy*, vol.48, no 4, p.131-146.
- French, Nils N. 2007. «Ethics in Counterinsurgency». *Canada's Security Interests – Lessons from history Les intérêts canadiens en matière de sécurité: Les leçons de l'histoire*, L'Institut de la Conférence des associations de la défense : 10ième Symposium annuel des étudiants diplômés, Kingston, 26-27 octobre 2007. En ligne : [http://www.cdac-dai.ca/symposia/2007/presentations\\_07.htm](http://www.cdac-dai.ca/symposia/2007/presentations_07.htm) (date d'accès: 3 septembre 2007).
- Gauthier, Nicolas (cap.). 2008. Entrevue réalisée à la Garnison Montréal, le lundi 16 juin (1 heure 28 minutes 42 secondes).
- Jabri, Vivienne. 2006. «War, Security and the Liberal State». *Security Dialogue*, vol.37, no 1, p.47-64.
- Kiszely, John. 2007. «Post-Modern Challenges for Modern Warriors». *The Shrivenham Papers*, no 5. Swindon (Royaume-Uni): Defense Academy of the United Kingdom, 28 p.
- Longhurst, Graham M. 2005. «Evolution of civil-military cooperation (CIMIC)». *The Canadian Army Journal*, vol. 8, no 4, p.33 et suiv.
- Lopez, Andrea M. 2007. «Engaging or Withdrawing, Winning or Losing? The contradictions of counterinsurgency policy in Afghanistan and Iraq». *Third World Quarterly*, vol.28, no 2, p.245-260.
- McFate, Montgomery. 2005. «Anthropology and Counterinsurgency: The Strange Story of Their Curious Relationship». *Military Review*, p.24-38.
- McMaster, H. R. 2008. «On War : Lessons to be Learned». *Survival : Global Politics and Strategy*, vol.50, no 1, p.19-30.
- McSweeney, Bill. 1999. *Security, Identity, Interests : A Sociology of International Relations*. Cambridge : Cambridge University Press, 237 p.
- OTAN. Site officiel. [En ligne] : <http://www.nato.int/issues/afghanistan/index-fr.html> (date d'accès: 21 avril 2008).
- Poulligny, Béatrice. 2005. «Civil Society and Post-Conflict Peacebuilding : Ambiguities of International Programmes Aimed at Building "New" Society». *Security Dialogue*, vol. 36, no 4, p.495-510.

- Sky, Emma. 2007. «Increasing ISAF's Impact on Stability in Afghanistan». *Defense & Security Analysis*, vol. 23, no 1, p.7-25.
- Sorensen, Georg, 2007. «After the Security Dilemma : The Challenges of Insecurity in Weak States and the Dilemma of Liberal Values». *Security Dialogue*, vol.38, no 3, p.357-378.
- Stern, Maria. 2006. «"We" the Subject : The Power and Failure of (In)Security». *Security Dialogue*, vol.37, no 2, p.187-205.
- Stevenson, Jonathan. 2006. «Demilitarising the 'War on Terror'». *Survival: Global Politics and Strategy*, vol.48, no 2, p.37-53.
- Travers, D. J. 2005. «The intelligence battle in the assymmetric environment». *The Canadian Army Journal*, vol.8, no 3, p.141 et suiv.
- Weldes, Jutta. 1996. «Constructing National Interests». *European Journal of International Relations*, vol.2, no 3, p.275-318.